## FORUM >>>> Jean-Robert Henry, directeur de recherches au CNRS (Iremam)

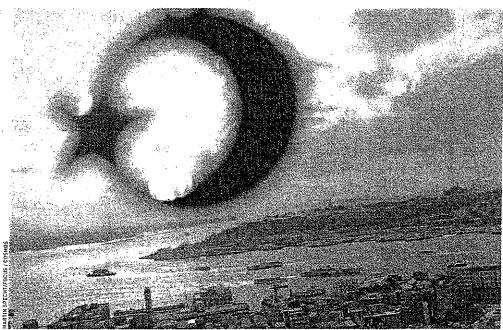
## La Méditerranée de Nicolas Sarkozy

u fil des interventions du président de la République se dessine une nouvelle politique méditerranéenne de la France, dont le projet d'Union de la Méditerranée, la ncé dès la campagne électorale, est présenté comme une pièce maîtresse.

Mais jusqu'ici, l'initiative n'a pas vraiment fait recette. Les voyages présidentiels au Maghreb en juillet ont été décevants: le Maroc a décliné la perspective d'être visité en coup de vent, le président Bouteflika n'a guère réagi aux propositions françaises, et seul le présiclent tunisien s'y est dit favorable. Quant au soutien de la Libye, il est ambigu. Du côté européen, l'Italie et l'Espagne ont manifesté pour le projet un certain intérêt, mais la réunion de travail qui a eu lieu en juillet entre dix pays «concernés» a suscité la réticence d'autres partenaires européens, comme l'Allemagne, qui n'y étaient pas

Dans son discours du 27 août devant les ambassadeurs de France, Nicolas Sarkozy avait nuancé son hostilité à l'intégration de la Tur-quie dans l'Union européenne, sous la réserve que soit menée une réflexion sur les limites de l'Europe. Cette inflexion modeste ne cache pas le virage atlantiste pris par la politique française en dépit des mises en garde du rapport Védrine.. La question nucléaire en témoigne: alors que la France a longtemps prôné une dénucléarisation globale du Moyen-Orient, Nicolas Sarkozy, relayé par Bernard Kouchner, concentre ses attaques sur la menace atomique iranienne, sans considérer que ce pays est lui-même environné de puissances nucléai-res (Russie, Pakistan, Israël et bien sûr États-Unis en Irak). En guise de compensation, il offre d'aider les «pays musulmans» à accéder à l'électricité nucléaire pour relever le «défi» de la «confrontation entre l'islam et l'Occident».

La référence récurrente du président à cette confrontation est un autre changement de la «voix de la France», qui éclaire à sa façon



méditerranéen de certains États du Nord en déniant à la Turquie son ancrage à l'Europe.

ll est paradoxal d'affirmer

le caractère

l'idée d'Union de la Méditerranée. Mais le flou et les contradictions du projet restent flagrants.

Quelle serait la compatibilité ins-

titutionnelle de cette Union avec les configurations euroméditer-ranéennes existantes et surtout avec l'Union européenne, dont le président admet maintenant qu'elle doit être un acteur du projet? Comment gérer l'intersection entre les deux Unions et le partage des compétences, sans faire de la nouvelle Union un trompe-l'œil ou un appendice de la première?

La mobilisation des critères d'appartenance à l'Europe et à la Mediterranée reste très confuse. Il est paradoxal d'affirmer le caractère à la fois européen et méditerranéen de certains États du Nord, tout en déniant à la Turquie son ancrage territorial et historique à l'Europe. Derrière les arguments géographiques perce à nouveau le critère «civilisationnel».

La dimension humaine était présente, par la négative, dans le projet initial d'Union de la Médi-terranée, puisque le premier objectif consistait à contrôler les flux

Seule une utopie ambitieuse fixant un cap à des politiques du possible peut faire progressivement de la Méditerranée un espace humain de paix, sur le modèle européen.

migratoires. Elle est maintenant estompée, au profit du «dialogue des cultures». Il est clair que le retour à la circulation des personnes

ne fait pas partie, excepté pour des privilégiés, des «solidarités concrètes» à développer en prio-rité pour bâtir «un avenir partagé de prospérité et de sécurité». On retombe dans l'ornière du partenariat euroméditerranéen qui voulait abaisser les frontières économiques en Méditerranée tout en confortant les frontières humaines, ce qui a des effets particulièrement absurdes dans l'espace franco-maghrébin.

Le principal mérite de l'initiative sarkozyenne est de rappeler que, pour l'Europe comme pour la France, «l'avenir se joue en Méditerranée». Encore faut-il ne pas jouer sur les mots là où le gou-vernement des hommes appelle une vision à long terme. Depuis 1985, les Européens, engonces dans leur illusion de bien-être à l'abri de frontières imaginées, se sont piégés dans des fantasmes de peur de l'islam et de refoulement

des «envahisseurs» clandestins, percevoir combien la fluidité de l'espace humain méditerranéen conditionne la

paix de la région. Il est indécent de pleurer le sort des victimes de «l'envie d'Europe», quand leur mort résulte d'un verrouillage des frontières qui se dénature aujourd'hui en chasse aux clandestins. Ce dossier noir des rap-

orts euroméditerranéens menace le projet européen lui-même. Faute de s'interroger sur les ressorts et la légitimité de la mobilité humaine dans une planète mondialisée, il risque d'y perdre la vision hu-maniste du monde qu'il avait eu tant de peine à refonder après deux guerres mondiales. Seule une utopie ambitieuse fixant un cap à des politiques du possible peut faire progressivement de la Méditerranée un espace humain de paix, sur le modèle européen. Pourquoi limiter cet objectif

aux riverains? Il concerne toute l'Europe, comme l'a rappelé le ministre espagnol des affaires étrangères qui préfère parler, comme Dominique Strauss-Kahn, d'Union euroméditerranéenne. Dans le même sens, une étape significative serait délà de transformer le Conseil de l'Europe en Conseil de l'Europe et de la Mé-

diterranée.